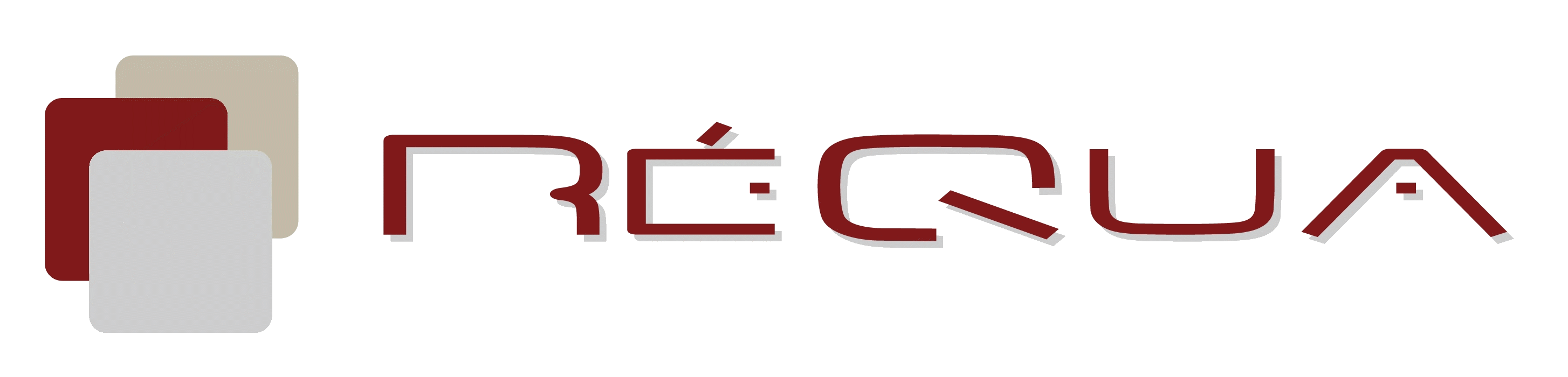
****

**Modalités organisationnelles des décès**

**en établissements médico sociaux**

Mars 2021 V7

Table des matières

[**Informations à recueillir avant le décès** 2](#_Toc473293403)

[**1/ Le décès** 4](#_Toc473293404)

[**Décès d’un résident dans l’établissement** (hors accident ou suicide) 4](#_Toc473293405)

[**Décès accidentel ou par suicide dans ou hors de l’établissement** 5](#_Toc473293406)

[**Décès à l’hôpital :** 6](#_Toc473293407)

[**2/ les obsèques** 7](#_Toc473293408)

[**Qui peut s’occuper des obsèques ?** 7](#_Toc473293409)

[**Formalités administratives et gestion des obsèques,** en l’absence d’engagement des proches ou du tuteur 7](#_Toc473293410)

[**Obsèques**: 8](#_Toc473293411)

[Formalités administratives 11](#_Toc473293412)

[**Situation et déplacement du corps avant mise en bière** 12](#_Toc473293413)

[ Si l’établissement dispose d’une chambre funéraire 12](#_Toc473293414)

[ Si l’établissement ne dispose pas de chambre funéraire 12](#_Toc473293415)

[**Délai d’inhumation** 13](#_Toc473293416)

[**Conservation du corps** 13](#_Toc473293417)

[**3/ le deuil** 15](#_Toc473293418)

[**Gestion du deuil avec le personnel et les résidents** 15](#_Toc473293419)

[ Avant les obsèques : 15](#_Toc473293420)

[ Pendant les obsèques : 15](#_Toc473293421)

[ Après les obsèques : 15](#_Toc473293422)

[**Aumônerie/rites funéraires** 16](#_Toc473293423)

[ **Personnes de confession chrétienne** 17](#_Toc473293424)

[ Protestants 17](#_Toc473293425)

[ Orthodoxes 17](#_Toc473293426)

[ Catholiques 17](#_Toc473293427)

[ **Personnes de confession musulmane** 18](#_Toc473293428)

[ **Personnes de confession juive** 19](#_Toc473293429)

[ **Bouddhistes** 20](#_Toc473293430)

[**4/ Ensuite** 21](#_Toc473293431)

[**La libération de la chambre** 21](#_Toc473293432)

[**Désinfection des locaux :** 22](#_Toc473293433)

[Annexes 24](#_Toc473293434)

[**Annexe 1 Contrats d’assurances obsèques** : 24](#_Toc473293435)

[**Annexe2 Dérogation aux délais d’inhumation** 25](#_Toc473293436)

[**Annexe 3 Don d’un corps à la science** 26](#_Toc473293437)

[**Références réglementaires** 28](#_Toc473293438)

Note : Les parties en grisé non réglementaires sont adaptables par l’établissement.

## Informations à recueillir avant le décès

*Points à évoquer en priorité avec le résident lui-même s’il est en état d’exprimer sa volonté.*

*En cas d’impossibilité il est possible de les évoquer avec le représentant légal, la personne de confiance ou les proches.*

* Une convention obsèques est- elle souscrite ?

Si oui, la récupérer et joindre une copie dans le dossier papier ou la scanner pour le dossier informatique.

Vérifier lors de cet entretien avec le résident que les modalités de cette convention sont toujours d’actualité : notamment le lieu de sépulture ou de dépôt des cendres.

Si non, évoquer avec lui ses souhaits.

*Il est nécessaire de tracer ces échanges et d’en garder la mémoire dans le dossier : cela permettra de faire respecter les volontés du défunt si rien n’a été écrit par le résident, ni verbalisé avec ses proches*.

Pour mémoire quelques points particuliers à évoquer (pas obligatoirement tous et ce n’est pas exhaustif) :

* Le lieu de conservation de ses papiers d’identité
* La toilette et les soins de conservation du corps : le résident a- t-il des particularités religieuses, personnelles ou ethniques qu’il souhaite voir respectées ?
* La tenue qui sera portée dans le cercueil
* Les conditions des obsèques : service religieux[[1]](#footnote-1), ou choix pour une célébration laïque propre : lieu, textes, musique…
* Le devenir du corps : crémation ou inhumation ?
* Le lieu de dernière demeure : dans la commune de l’établissement, en France ou à l’étranger ?

Le recueil de ces informations peut prendre place dans le projet personnalisé du résident.

Il peut se faire à n’importe quel moment.

*Annexe 1 les différents contrats de convention et d’assurance obsèques*.

# 1/ Le décès

## Décès d’un résident dans l’établissement (hors accident ou suicide)

La personne défunte peut rester dans sa chambre qui est son domicile en EHPAD[[2]](#footnote-2) pendant dix heures à compter du constat du décès.[[3]](#footnote-3)

Après que l’IDEC ait observé le décès

**1/** Prévenir le médecin pour qu’il vienne constater le décès et établir le certificat de décès afin de procéder au déplacement du corps (le médecin doit venir dans les 24h suivant le décès)[[4]](#footnote-4).[[5]](#footnote-5))

**2/** Un membre du personnel pose au poignet ou à la cheville un bracelet d’identification inamovible.

Prévoir le lieu de stockage de ces bracelets [[6]](#footnote-6)

**3/** Regarder dans le dossier du résident : convention obsèques, et les souhaits particuliers : service religieux, crémation ou inhumation, lieu de sépulture

**4/** Prévenir la famille avec tact (si possible pas au téléphone mais l’accueillir à son arrivée et l’installer dans un endroit prévu à cet effet)[[7]](#footnote-7)et/ou le représentant légal (au matin seulement sauf indication contraire notée dans le dossier du résident) avec une formulation adaptée si le certificat de décès n’est pas signé.

Demander à la famille de venir avec les vêtements nécessaires pour habiller le défunt (si cela n’a pas déjà été prévu) et le livret de famille et/ou tout document utile à justifier l’état civil du défunt.

**5/** Si la famille ne souhaite pas s’en charger elle-même, prévenir la mairie avec le maximum d’éléments d’état civil[[8]](#footnote-8).

## Décès accidentel ou par suicide dans ou hors de l’établissement

**NE PAS TOUCHER AU CORPS si le décès est avéré**

* Il faut prévenir :

- Le médecin d’astreinte,

- Le directeur ou le cadre administratif de garde,

- La famille,

**- Dans tous les cas ,le commissariat de police ou la gendarmerie.[[9]](#footnote-9)**

* Les professionnels présents doivent prendre les mesures nécessaires pour qu’il ne soit pas touché au corps jusqu’à l’arrivée des gendarmes (fermer la porte de la chambre à clé si possible).
* Le ou les personnes ayant trouvé le corps rédige(nt) dans les plus brefs délais un rapport circonstancié et le médecin rédige un rapport médical. Ces deux rapports sont transmis dès rédaction à la Direction.

## Décès à l’hôpital :

Lorsque l’information du décès est donnée par l’hôpital à un personnel de l’ESMS, ce dernier vérifie avec l’hôpital qui prévient la famille [[10]](#footnote-10) :

* Prévoir la personne qui s’occupera du contact avec l’hôpital et des suites
* Informer le directeur du décès du résident.
* Voir avec la famille et/ou le tuteur qui prend en charge l’organisation des obsèques et les formalités administratives :
* Si la famille prend en charge,

l’établissement la laisse faire et transmet les documents en sa possession.

* Si la famille n’est pas joignable ou se désengage :

Sans délai

* Transmettre si besoin à l’hôpital les informations sur les souhaits du patient

(Convention obsèques, et souhaits particuliers: service religieux, crémation ou inhumation, lieu de sépulture…).

* Apporter à la morgue de l’hôpital les vêtements du résident pour l’habillage (ceux prévus pour le cercueil). Prévoir la personne qui s’en occupera
* Se rendre à l’accueil de l’hôpital avec les papiers d’identité du résident (carte d’identité, livret de famille ou fiche d’état civil). Prévoir la personne qui s’en occupera
* Récupérer le certificat de décès obligatoirement signé par le médecin du service.

Plus tard

Se rendre à la mairie du lieu du décès pour obtenir les bulletins de décès (présenter le certificat de décès et le livret de famille) si ce n’est pas prévu dans la convention obsèques.

# 2/ les obsèques

## Qui peut s’occuper des obsèques ?

Les obsèques doivent refléter la volonté du défunt[[11]](#footnote-11).

Le Code Général des Collectivité Territoriales (CGCT) prévoit que celui qui organise les obsèques d’un défunt est « *une personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles* ».

On entend par « *personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles* » toute personne qui, par le lien stable et permanent qui l'unissait à la personne défunte, apparaît ou peut être présumée la meilleure interprète des volontés du défunt[[12]](#footnote-12) .

En règle générale, c’est un proche parent (conjoint survivant lorsque les époux vivaient en bonne intelligence, père et mère, enfants, collatéraux les plus proches), mais la jurisprudence est même allée jusqu’à désigner une personne amie, pour l’organisation des funérailles. En cas de conflit familial et de contestation sur les conditions des funérailles, la famille peut saisir le Tribunal d’Instance dans le ressort duquel s'est produit le décès (sans avocat – sur simple requête)[[13]](#footnote-13)

## Formalités administratives et gestion des obsèques, en l’absence d’engagement des proches ou du tuteur

* Si possible obtenir une attestation écrite et signée des proches ou du tuteur, précisant qu’ils donnent tout pouvoir à l’établissement pour l’organisation des obsèques, l’inhumation ou la crémation.
* Si ce n’est pas possible, tracer la recherche infructueuse de contacts avec les proches et/ou le tuteur ou leur refus oral.

### Obsèques :

* Retrouver les souhaits du résident :
* Si une convention obsèques existe, prendre contact (noter la personne qui s’en charger sous l’autorité du directeur)[[14]](#footnote-14)[[15]](#footnote-15) avec l’organisme auprès duquel la convention a été souscrite.
* Si il n’y a pas de convention, prendre contact avec les pompes funèbres (noter les coordonnées) et leur demander une prise en charge des démarches administratives.

La facture des frais d’obsèques sera établie au nom du résident et adressée à sa banque.[[16]](#footnote-16)

*Dans le cas d’un résident sans ressources dont personne ne réclame le corps, et sans convention obsèques :[[17]](#footnote-17), c’est la mairie qui prend en charge les frais liés aux obsèques. C’est le maire qui apprécie l’insuffisance des ressources[[18]](#footnote-18)*

*Attention les frais d’obsèques ont le caractère d’obligation alimentaire [[19]](#footnote-19) et le maire peut demander le remboursement des frais engagés même si les héritiers ont renoncé à la succession par manque d’actif.*

* Organisation de la cérémonie

Si le résident a émis le souhait d’un service religieux, prendre contact :

Noter les coordonnées des responsables religieux proches de l’établissement

Si le résident ne souhaitait pas de service religieux, prévoir l’organisation d’une cérémonie civile.

* Inhumation ou crémation ?

**Inhumation**: Prendre contact avec la mairie du lieu prévu pour l’inhumation.

**Crémation :**  à

Dijon,

Besançon,

Mulhouse,

Crissey (Chalon)

Nevers,

Auxerre

Lons le saunier,

Bourg-en-Bresse

Dans ce dernier cas rechercher les souhaits du résident quant à la destination des cendres : dépose de l’urne au jardin du souvenir au cimetière ou autre, ou comme la loi le permet, dispersion des cendres dans tout lieu avec alors une déclaration à la mairie de la commune du lieu de naissance du défunt[[20]](#footnote-20)).

Formalités administratives :

* Inscrire le décès sur le registre prévu à cet effet :[[21]](#footnote-21)
* Mairie : pour obtenir un bulletin de décès venir avec
* le certificat de décès,
* tout document d’identité du résident : la carte d’identité, le livret de famille ou une fiche d’état civil, le titre de séjour.
* la carte d’identité de celui qui fait les formalités

Demander plusieurs originaux (gratuits) de ce bulletin de décès à adresser :

* Au notaire
* Aux administrations pour mettre fin à tous les contrats en cours :
* Caisse d’Allocations Familiales
* Caisse Primaire d’Assurance Maladie
* Mutuelle du résident, le cas échéant, qui peut prendre en charge une partie des frais d’obsèques.
* Centre des impôts
* Maison départementale des personnes handicapées, le cas échéant
* A la banque du résident
* Au juge des tutelles, le cas échéant
* A l’assureur de l’établissement

## Situation et déplacement du corps avant mise en bière [[22]](#footnote-22)

En règle générale le corps peut être transporté[[23]](#footnote-23) dans un véhicule spécialement aménagé, exclusivement réservé aux transports mortuaires sans mise en bière vers son domicile, la résidence d’un membre de sa famille ou une chambre funéraire dans un délai maximum de 48h à compter du décès ; sauf opposition du médecin dans des cas précis.[[24]](#footnote-24)

* Si l’établissement dispose d’une chambre funéraire[[25]](#footnote-25) ou dépend d’un établissement qui dispose de cet équipement : le corps doit être transporté dans cette chambre funéraire.(noter le personnel qui s’en charge et le délai dans lequel ce transfert se fait)
* Si l’établissement ne dispose pas de chambre funéraire et ne dépend pas administrativement d’un établissement disposant d’une chambre funéraire :
* Si la famille ou le représentant légal peut faire le nécessaire pour transporter le corps, l’établissement doit l’informer du coût de ce transfert avant de se désengager de la gestion du corps et des obsèques.[[26]](#footnote-26)
* Si une convention obsèques existe**:** l’établissement prend contact avec le prestataire et organise le transport du corps dans le lieu et selon les conditions prévues dans la convention.
* Si l’établissement ne peut entrer en communication avec la famille ou le représentant légal dans les 10h après le décès et s’il n’y a pas de convention obsèques :

Le directeur **peut** faire transporter le corps aux frais de l’établissement dans la chambre funéraire la plus proche de l’établissement.[[27]](#footnote-27)

Le défunt peut également rester dans sa chambre jusqu’à son inhumation.

## Délai d’inhumation

L’inhumation ou la crémation doit être faite dans les 24 heures au moins ou six jours ouvrables (hors dimanche et jours fériés) au plus après le décès.

Si un problème médico-légal survient, le délai de six jours part du jour de la délivrance de l’autorisation d’inhumation ou de crémation par le procureur de la République.

*Annexe 2*

## Conservation du corps

Les soins de conservation du corps, à différencier de la toilette mortuaire, permettent de retarder la thanatomorphose entrainant la dégradation du corps après le décès. Elles font l’objet d’une déclaration écrite préalable par tout moyen auprès du maire de la commune. [[28]](#footnote-28)

Cette pratique est facultative, sauf si le défunt doit être transporté dans certains pays étrangers. Plusieurs méthodes de conservation du corps existent :

* Par le froid (glace carbonique, équipements réfrigérants), qui ne requiert aucune autorisation ou démarche administrative ;
* Chimique (formolisation), qui doit respecter les principes de l’article R.2213-2-2, modifié par le décret du 28 janvier 2011 :
  + autorisation du maire de la commune qui sera délivrée sur présentation de l’expression écrite des dernières volontés de la personne décédée ou de son représentant, et d’une déclaration indiquant le mode opératoire accompagnée du certificat de décès attestant qu’il n’y a pas de problème médico-légal.
  + réalisation par un thanatopracteur diplômé en présence d’un représentant de la loi comme un policier ou un gendarme.

Les interventions de thanatopraxie sont interdites dans les rites funéraires bouddhistes, elles sont tolérées par les religions juive et musulmane uniquement en cas de retour du corps dans le pays d’origine.

Les personnes séropositives peuvent bénéficier des soins de conservation[[29]](#footnote-29)

Les personnes atteintes de fièvres hémorragiques virales graves et contagieuses, de tuberculose active, de syndrome respiratoire aigu sévère, ou en état septique grave doivent être mises en bière sans délai[[30]](#footnote-30)

COVID voir annexe 4

**Dons corporels**

* Dons d’organes

Toute personne est considérée comme donneur potentiel sauf si elle demande son inscription au registre national des refus auprès de l’agence de biomédecine qui gère les greffes et attribue les greffons. Le don est toujours anonyme et gratuit il n’entraine pas de frais.

Il est autorisé par les religions, de façon restrictive par le judaïsme (difficultés à déterminer la mort biologique), le bouddhisme (nécessité d’avoir l’accord du donneur), et l’orthodoxie et interdit dans les traditions animistes africaines.

Il est possible pour les mineurs et les personnes sous tutelle avec l’accord du représentant légal. Connaitre la position de la personne facilite la décision du représentant légal.

Il n’y a pas de limite d’âge légale, tout dépend de la qualité physiologique des organes et des conditions du décès.

Le prélèvement est pris en charge par la sécurité sociale. Le corps sera ensuite remis à la famille pour les obsèques qui restent à sa charge.

* Don du corps à la science

Ce don est interdit par les religions juives, musulmanes, orthodoxes et animistes, et pour les personnes sous tutelle.

Le donneur doit faire un courrier à la faculté de médecine de son choix qui donnera son accord le cas échéant.

Modalités Annexe 3

# 3/ le deuil

## Gestion du deuil avec le personnel et les résidents

Il est nécessaire de respecter un temps de deuil.

Quelles modalités proposer au personnel de l’établissement et aux résidents pour s’associer à cet événement ?

Une visite au funérarium peut être organisée, de même que l’assistance et/ou la participation aux obsèques (geste, témoignage, fleurs). Dans ce cas il est utile de prévenir les familles des résidents concernés.

Laisser s’exprimer et accepter aussi l’intériorisation. Pendant ce temps de deuil Il ne s’agit pas de consoler, mais de laisser vivre cette émotion, « ne pas voler » ce deuil.

### Avant les obsèques :

Prévenir du décès les personnels qui en ont exprimé le souhait et qui ne sont pas en poste.

Organiser un lieu de recueillement (chambre du résident ou lieu dédié) : photo du défunt, bougie, avec un accès libre. Le laisser ouvert jusqu’à ce que l’ensemble des résidents et du personnel qui le souhaitent ait eu la possibilité de s’y recueillir (voir plannings)

Ouvrir la possibilité de laisser des pensées, des dessins. Ces documents faits par le personnel et les résidents seront selon les circonstances gardés dans l’établissement ou remis aux proches lors des obsèques.

### Pendant les obsèques :

Offrir la possibilité à un représentant du personnel, soignant ou non, de s’y rendre, et organiser l’accompagnement des résidents au funérarium et/ou à la cérémonie.

Dans ce cas il est alors utile de prévenir les familles des résidents et la famille du défunt.

Préparer les interventions : dépôt de dessins ou poèmes, écoute de musique, témoignage, en lien avec la famille le cas échéant. : achat de fleurs ou plaques….

### Après les obsèques :

Organiser une collation avec les résidents et le personnel soignant ou non, sans obligation de présence ni de participation.[[31]](#footnote-31)

## Aumônerie/rites funéraires

En matière mortuaire, les familles des résidents en fin de vie et des défunts se voient garantir la possibilité de procéder aux rites et cérémonies prévus par la religion de leur choix.

Le décret du 14 janvier 1974 sur les établissements de santé indique que *« lorsque l’hospitalisé est en fin de vie, il est transporté avec toute la discrétion souhaitable, dans une chambre individuelle du service. Ses proches sont admis à rester auprès de lui et à l’assister dans ses derniers instants ».*

*Dans toute la mesure du possible, la famille a accès auprès du défunt avant que le corps ne soit déposé dans la chambre mortuaire sans que ce dépôt ne soit différé, de ce fait, d’un délai supérieur à dix heures ».[[32]](#footnote-32)*

Les aumôniers présents dans l’établissement ou contactés à cet effet se chargeront des rituels.

Par parallélisme, les établissements sociaux et médicaux sociaux sont invités à procéder de même.

En l’absence de ministre du culte quelques points de repères pour chacune des religions sont proposés ci-dessous.

Ils seront particulièrement utiles si c’est l’établissement qui se charge des obsèques en l’absence de famille ou de proches.

### **Personnes de confession chrétienne**

Pas de rites particuliers de toilette ou de tenue.

Respect du corps qui est l’expression de la personne dans son intégralité et image de Dieu.

Le corps et le visage restent découverts.

### Protestants

La cérémonie est très simple avec une grande liberté d’organisation

Aucune interdiction particulière de toilette. Les bras sont placés le long du corps

Il existe un service funéraire protestant évangélique qui intervient sur la France entière

### Orthodoxes

Enterrement en principe trois jours après le décès.

Les bras du défunt sont croisés sur sa poitrine, mains croisées, la droite dessus.

Son icône personnelle et/ou une croix est déposée entre les mains du défunt face à lui.

Encensement du corps (signe de respect : Dieu habite cette personne) et possibilité de déposer des fleurs sur le corps avant la fermeture du cercueil.

La crémation est interdite.

### Catholiques

Les obsèques sont généralement animées par des laïcs spécialement formés : présentation du défunt, lectures de textes bibliques, prière universelle à laquelle les proches sont invités à participer.

C’est une célébration incarnée avec un rituel : aspersion d’eau bénite (rappel du baptême) encens (signe de respect : Dieu habite cette personne), bougies (signe du passage à la vie éternelle au-delà de la mort corporelle)

### **Personnes de confession musulmane**

Dans les pays de l’islam, l’inhumation doit avoir lieu dans les 24 heures suivant le décès.

Si l’inhumation a lieu en France, elle devra s’effectuer dans un carré musulman et dans les plus brefs délais.

La crémation, la thanatopraxie ne sont pas autorisées.

Les soins de conservations ne sont possibles qu’en cas de transfert dans le pays d’origine car ils sont alors obligatoires.

Les dons d’organes sont admis comme « don généreux » [[33]](#footnote-33)I

Il n’est pas coutume d’offrir des fleurs.

#### La toilette rituelle musulmane

La toilette se fait de manière très minutieuse. Le corps placé tête vers la Mecque (en direction du Sud-Est dans notre région) est lavé 3 fois puis essuyé et enveloppé dans un tissu blanc non cousu.

Les bras sont, placés le long du corps, paumes tournées vers le haut.

Cette toilette doit être faite par quatre personnes du même sexe que le défunt mais il est autorisé au veuf ou à la veuve de faire la toilette de son conjoint.

*Tenue*

Linceul en lin ou en coton blanc ou la tenue portée pour le pèlerinage à la Mecque

#### Le transport du corps jusqu’à la tombe

En France, un cercueil est obligatoire, celui-ci est généralement en bois léger, sans capiton.

Le corps du défunt est couché légèrement sur le côté droit lors de la mise en bière.

#### Au cimetière

En l’absence de mosquée, la prière des obsèques peut être dite au cimetière

Les femmes restent en retrait de quelques mètres le temps de la mise en terre puis viennent se recueillir une fois le cercueil recouvert.

#### Monument funéraire musulman

Pas de pierre tombale, mais une stèle dont la forme reprend celle du toit de la Mecque

Les proches du défunt peuvent déposer des plaques en hommage, de préférence de couleur sombre avec la possibilité de gravures claires.

### **Personnes de confession juive**

L’inhumation est obligatoire dans un cercueil sobre (pas de crémation), pas de fleurs, ni de couronnes. Des bougies sont possibles.

Il ne faut pas toucher le défunt. Il est d’usage que ses yeux et sa bouche soient fermés par son fils.

#### Toilette

Dès que le décès est constaté rabattre un drap sur le visage.

Le corps doit passer par une toilette complète soumise à un rituel très précis.

Ce sont les membres de la « ‘Hévra Kadicha » qui s’en occupent et qui mettent au défunt ses derniers vêtements : un linceul en lin ou coton blanc identique pour tous.

A défaut ce sont des personnes de même sexe qui assurent cette toilette.

#### Obsèques

Si les proches du défunt ne sont pas juifs, il est tout de même possible d’organiser des funérailles en respectant la tradition juive. Il est possible de se faire accompagner par des pompes funèbres juives ou par un rabbin. noter les coordonnées.

Les personnes qui ne sont pas de confession juive peuvent assister à la lecture du kaddish même s’ils ne peuvent pas le dire.

Les obsèques ne peuvent avoir lieu le samedi (jour du Shabbat), uniquement du lundi au vendredi.

#### Pierre tombale

Présence d’une pierre tombale avec le nom du défunt et celui de sa mère pour les sépharades ; le nom du père chez les ashkénazes.

Il ne peut pas y avoir de photo du défunt sur la pierre tombale ni sur la stèle.

* **Tradition animiste africaine**

La présence des proches dans les derniers instants de vie est particulièrement importante.

La toilette peut être faite par des personnes de la communauté ce qui permettra la restitution : poils, cheveux, ongles, dents…

Les soins de conservation sont interdits.

Laisser au défunt ses amulettes, talisman, figurines en terre cuite

La cérémonie officielle des funérailles peut se tenir longtemps après le décès et marque l’importance du défunt, elle peut engager des frais importants.

### **Bouddhistes**

Le bouddhisme ne prévoit pas de rites spécifiques pour les personnes défuntes, les fleurs de deuil blanches en bouquets, gerbes ou raquettes sont appréciées.

Il n’y a aucune indication contre l’inhumation ou la crémation.

La thanatopraxie, le don du corps et le don d’organes sont aussi autorisés. Ces derniers sont même vus comme une vertu.

Le départ du cercueil est généralement accompagné du dernier au revoir des proches du défunt.

En France l’urne ne doit pas être conservée dans un lieu de culte (comme le crématorium) plus d’un an ce qui laisse le temps d’effectuer le rituel de vénération.

#### Les rites funéraires se déroulent plus généralement l’après-midi et à l’extérieur du domicile.

Comme au début de toute autre cérémonie bouddhique, les formules d’hommage à Bouddha, de prise des refuges et d’observances des Cinq Préceptes sont récitées[[34]](#footnote-34)

# 4/ Ensuite

## La libération de la chambre

L’établissement est fondé à facturer les frais d’hébergement tant que les objets personnels n’ont pas été retirés.

A affiner en fonction du contexte particulier de chaque établissement[[35]](#footnote-35)

Cet article de la loi du 17 mars 2014 est applicable aux contrats conclus antérieurement à l’entrée en vigueur de cette loi.

Il est possible de demander aux proches de vider la chambre. Cet acte n’entraine pas pour eux acceptation de la succession. C’est un acte conservatoire car il évite la facturation de frais par l’établissement et donc l’aggravation du passif successoral. [[36]](#footnote-36)

L’établissement a l’obligation de restituer dans les 30 jours suivant le décès du résident les sommes perçues d’avance correspondant à des prestations non délivrées sous menace d’avoir à payer une amende administrative dont le montant est au maximum de 30 000€ pour une personne morale [[37]](#footnote-37)

Pour éviter des questions autour d’éventuels vols ou dissimulations de biens meubles de valeurs (notamment bijoux) dans la succession, il convient de faire signer une attestation de remise à la personne qui va prendre les objets du résident.

Cet inventaire de ce qui a été retiré pourra être communiqué aux éventuels héritiers du défunt.

Il est obligatoire de faire un état des lieux de sortie **[[38]](#footnote-38)**

## Désinfection des locaux :

La chambre de l’établissement dans laquelle a reposé le corps peut être désinfectée grâce à des appareils de désinfection assurant la micro diffusion d’un désinfectant bactéricide, virucide et fongicide, selon la norme Afnor NF T 72-281 dont disposent les opérateurs funéraires.

**Donations**

Sont interdites pour les salariés en établissements

L’article L. 116-4 du code de l’action sociale et des familles, dans sa rédaction résultant de l’ordonnance du 10 février 2016,prévoit:«I.–Les personnes physiques propriétaires, gestionnaires, administrateurs ou employés d’un établissement ou service soumis à autorisation ou à déclaration en application du présent code ou d’un service soumis à agrément ou à déclaration mentionné au 2° de l’article L. 7231-1 du code du travail, ainsi que les bénévoles ou les volontaires qui agissent en leur sein ou y exercent une responsabilité, ne peuvent profiter de dispositions à titre gratuit entre vifs ou testamentaires faites en leur faveur par les personnes prises en charge par l’établissement ou le service pendant la durée de cette prise en charge, sous réserve des exceptions prévues aux 1° et 2° art 909 l[[39]](#footnote-39) et 911 [[40]](#footnote-40) du Code civil

«L’interdiction prévue au premier alinéa du présent article est applicable au couple ou à l’accueillant familial soumis à un agrément en application de l’article L. 441-1 du présent code et à son conjoint, à la personne avec laquelle il a conclu un pacte civil de solidarité ou à son concubin, à ses ascendants ou descendants en ligne directe, ainsi qu’aux salariés mentionnés à l’article L. 7221-1 du code du travail accomplissant des services à la personne définis au 2° de l’article L. 7231-1 du même code, s’agissant des dispositions à titre gratuit entre vifs ou testamentaires faites en leur faveur par les personnes qu’ils accueillent ou accompagnent pendant la durée de cet accueil ou de cet accompagnement. «–Sauf autorisation de justice, il est interdit, à peine de nullité, à quiconque est frappé de l’interdiction prévue au I de se rendre acquéreur d’un bien ou cessionnaire d’un droit appartenant à une personne prise en charge, accueillie ou accompagnée ou de prendre à bail le logement occupé par cette personne avant sa prise en charge ou son accueil ».

Sont de nouveau possibles pour les salariés intervenants au domicile d’une personne non vulnérable.

Le Conseil constitutionnel dans sa question préalable de constitutionnalité , a décidé le 12 mars 2021.–[[41]](#footnote-41) que toutes les personnes qui font appel à une aide à domicile ne sont pas vulnérables et peuvent dans certains cas avoir les capacités de disposer librement de leur patrimoine.

**Archivage des dossiers**

Les dossiers administratifs et médicaux des résidents s’éliminent 10 ans après la clôture par décès.

Les archives départementales sont prescriptrices en matière de gestion des archives de tout service public, dont les Etablissements d’accueil pour personnes âgées dépendantes.

# Annexes

# Annexe 1 Contrats d’assurances obsèques :

* En capital

Prend en charge le financement mais ne stipule rien sur les prestations.

Au décès de l’assuré le capital constitué est versé au bénéficiaire : entreprise de pompes funèbres ou proche qui se charge de choisir et d’organiser les obsèques.

* En prestations

Ce contrat implique conjointement l’assureur et l’opérateur funéraire.

C’est une assurance vie : l’assureur s’engage à verser le capital à l’opérateur funéraire désigné comme bénéficiaire.

S’y adosse un contrat de prestations d’obsèques qui décrit de manière précise les produits et prestations funéraires que l’opérateur s’engage à réaliser.

Deux cas :

Prestations standardisées proposé par les banques et les assureurs. Ces prestations ne tiennent pas compte des souhaits sauf pour la crémation ou l’inhumation, et le caractère religieux ou civil de la cérémonie.

Prestations personnalisées, le souscripteur doit rencontrer l’opérateur funéraire qui établira un devis ; le contrat couvrira exactement le montant des prestations choisies.

* Recherche sur le fichier national

[[42]](#footnote-42) Un fichier national centralise les contrats prévoyant les prestations d’obsèques à l’avance souscrits par les particuliers.

# Annexe2 Dérogation aux délais d’inhumation

Comment procéder pour obtenir une dérogation aux délais d’inhumation ?

Il revient à la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ou à l’entreprise de pompes funèbres de faire la demande de dérogation auprès des services préfectoraux.

Cette requête pour le report des délais doit être motivée

pièces nécessaires :

Une lettre contenant : l’état civil du défunt, la date et le lieu du décès, le motif du changement de date, le nom de la commune qui doit accueillir le corps, la date et l’heure de l’enterrement.

Le certificat médical de décès

L’acte de décès (ou d’enfant sans vie) rédigé en mairie

L’autorisation de fermeture du cercueil

L’autorisation d’inhumation ou de crémation

L’autorisation d’inhumation dans une propriété particulière, le cas échéant

Le préfet doit prendre une décision.

Pour une inhumation, le préfet compétent est celui du département du lieu de l’inhumation.

Mais, pour une crémation, c’est le préfet du département du lieu de décès ou celui du lieu de la crémation qui peut recevoir la demande de report.

Les circonstances particulières sont généralement liées aux rites religieux ou à la chaleur.

Il est préférable de faire réaliser la demande de report des délais d’inhumation ou de crémation par l’opérateur funéraire. Ayant l’habitude de ce type de démarches, les pompes funèbres sauront trouver le motif pour décider le préfet à changer la date de l’enterrement.

Les cérémonies religieuses ne peuvent pas en principe déroger à ces règles qui sont d’ordre public. Mais, certaines dérogations sont parfois demandées pour respecter les rituels.

En règle générale, le préfet ne s’y oppose pas.

Le préfet accordera des dérogations pour reporter l’inhumation aux personnes de confession juive ou musulmane.

Un enterrement juif doit être fait dans les 24 heures du décès mais jamais un samedi jour de Shabbat.

Le rite de l’inhumation chez les musulmans s’opère sous 48 heures maximum. Dans ces cas les délais religieux sont plus courts que les délais légaux. Le préfet les prendra en compte.[[43]](#footnote-43)

# Annexe 3 Don d’un corps à la science

Le don du corps est une démarche personnelle et volontaire qui consiste à donner son corps au moment du décès à des fins d'enseignement et de recherche.

Seules les personnes majeures peuvent faire ce don.

Un mineur ou un majeur sous tutelle ne peut pas faire cette démarche.

Le choix de donner son corps est une démarche personnelle qui n'est pas irréversible.

Il est possible de changer d'avis à tout moment, détruire sa carte et en informer la faculté de médecine.

Il faut faire connaître sa décision de manière explicite de son vivant. Il convient d'écrire une déclaration sur papier libre, la dater, la signer et l'envoyer au laboratoire d’anatomie de la faculté de médecine de son choix.

En Franche comté : 2 place saint Jacques 25000 Besançon tel : 03.63.08.25.50.

En Bourgogne : 7 boulevard Jeanne d’Arc, 21000 Dijon. tel : 03.80.39.33.72.

À la réception de cette déclaration, la faculté de médecine demandera au futur donneur de lui renvoyer :

* une fiche de renseignements complétée,
* une fiche de confirmation du don,
* la photocopie recto/verso de son titre d'identité,
* une enveloppe timbrée portant son nom et adresse pour recevoir sa carte de donneur. Cette carte de donneur doit être conservée sur soi car, au moment du décès, le corps ne sera transféré à la faculté que sur présentation de l'original de cette carte.

Le corps peut être refusé dans les cas suivants :

* absence de la carte de donneur,
* non respect du délai de 48 heures maximum pour transporter le corps,
* décès à l'étranger obligeant à une mise en bière,
* décès consécutif à une maladie contagieuse obligeant à une mise en bière,
* décès consécutif à un accident de la route, à un suicide ou toute autre raison susceptible de poser un problème médico-légal.

L'établissement de santé, de formation ou de recherche assure à ses frais l'inhumation ou la crémation du corps.

Le coût du transport du corps est à la charge du donneur.

Les corps ne sont jamais rendus aux familles, seules les cendres peuvent l'être par certains centres et si le défunt l'a souhaité. Dans la plupart des cas, les corps sont incinérés anonymement et leurs cendres dispersées dans un jardin du souvenir.

Un délai de plusieurs semaines, mois ou années, peut s'écouler entre le don du corps et l'incinération.

Sources : Vérifié le 09 février 2015 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre) et services de communication des CHU de Besançon et Dijon.

Annexe 4



## Références réglementaires

Références législatives :

Loi 2013-672 du 26 juillet 2013 codifié CGCT L 2223 et suivants

Code Général des Collectivités Territoriales : articles L2213-1, L 2223-33-1

R1112-68 et suivants , R2223-90, R2213-9, R2213-17

Code civil articles 78 à 92

Décret 2006-965 du 1er août 2006 codifié dans le CGCT R 1112-68 et suivants

Décret 2010-917 du 3 août 2010 relatif à la surveillance des opérations et aux vacations funéraires

Décret 2011-121 du 28 janvier 2011 relatif aux opérations funéraires

CONTACTS ET RENSEIGNEMENTS



|  |
| --- |
| Site de Besançon :  26 rue Proudhon - 25000 BESANCON  Site de Dijon :  Site de La Chartreuse 1 Boulevard Chanoine Kir 21000 DIJON  requa@requa.fr - 03 81 61 68 10  [requa-dijon@requa.fr](mailto:requa-dijon@requa.fr) - 03 80 42 55 40  requams@requa.fr - 03 81 61 68 18    Site Internet : [www.requa.fr](http://www.requa.fr) |

1. Cette information doit être collectée directement auprès de la personne concernée ou de son représentant légal, avoir fait l’objet d’un consentement pour être tracée dans le dossier et ne servir strictement qu’à « une prise en charge adaptée et respectueuse des convictions des personnes concernées »

   **CNIL délibération 2016-094 du 14 avril 2016 article 3** [↑](#footnote-ref-1)
2. Réponse du ministre à une question écrite journal officiel du Sénat 2 janvier 2003 p78 [↑](#footnote-ref-2)
3. **CGCT** R2213-8-1 et R 2223-93 [↑](#footnote-ref-3)
4. **Code de la sécurité sociale** L 162-5-14-2 [↑](#footnote-ref-4)
5. **Décret** 2017-1002 du 10 mai 2017 relatif aux conditions de rémunération de l’examen nécessaire à l’établissement du certificat de décès au domicile du patient fixe un forfait pour le déplacement. (100€ en 2018) [↑](#footnote-ref-5)
6. ***Code général des collectivités territoriales***Article R2213-2 al 2créé par la loi du 21 décembre 2015 : *les frais relatifs à l’examen nécessaire à l’établissement du certificat de décès réalisé au domicile du patient sont pris en charge par l’assurance maladie* sur la base d’un forfait (100€)

   *En tous lieux, l'opérateur participant au service extérieur des pompes funèbres munit, sans délai, le corps de la personne dont le décès a été constaté d'un bracelet plastifié et inamovible d'un modèle agréé par arrêté du ministre de l'intérieur comportant les nom, prénom et date de décès ou, à défaut, tous éléments permettant l'identification du défunt.*

   *Toutefois, lorsque le décès survient dans un établissement de santé, un établissement social ou médico-social, public ou privé, cette opération est réalisée par un agent de l'établissement, sous la responsabilité du chef d'établissement.* [↑](#footnote-ref-6)
7. Rapport délégation d’aide aux victimes juillet 2019 « comment améliorer l’annonce des décès [↑](#footnote-ref-7)
8. ***Code civil art 78*** *L'acte de décès sera dressé par l'officier de l'état civil de la commune où le décès a eu lieu, sur la déclaration d'un parent du défunt ou sur celle d'une personne possédant sur son état civil les renseignements les plus exacts et les plus complets qu'il sera possible.* [↑](#footnote-ref-8)
9. **Code civil Article 81**

   *Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de le soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée* [↑](#footnote-ref-9)
10. **Code de la Santé Publique art R 1112-69** décès à l’hôpital :

    *La famille ou les proches sont prévenus dès que possible et par tous moyens appropriés de l'aggravation de l'état du malade et du décès de celui-ci.*

    *Le décès est confirmé par tout moyen.*

    *La notification du décès est faite pour les étrangers dont la famille ne réside pas en France, au consulat le plus proche.* [↑](#footnote-ref-10)
11. Loi du 15 novembre 1887

    **Article 3** : Tout majeur ou mineur émancipé, en état de tester, peut régler les conditions de ses funérailles, notamment en ce qui concerne le caractère civil ou religieux à leur donner et le mode de sa sépulture. Il peut charger une ou plusieurs personnes de veiller à l'exécution de ses dispositions. Sa volonté, exprimée dans un testament ou dans une déclaration faite en forme testamentaire, soit par devant notaire, soit sous signature privée, a la même force qu'une disposition testamentaire relative aux biens, elle est soumise aux mêmes règles quant aux conditions de la révocation. [↑](#footnote-ref-11)
12. Réponse de la garde des sceaux, ministre de la justice, le 16 juin 2009 à une question d’une députée. À défaut d'expression de la volonté du défunt sous la forme d'un testament ou d'une déclaration sous signature privée, désignant nommément la personne chargée des obsèques, on n’entend par « personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles » toute personne qui, par le lien stable et permanent qui l'unissait à la personne défunte, apparaît ou peut être présumée la meilleure interprète des volontés du défunt. S'il agit, en règle générale, d'un proche parent, on conçoit aisément que la loi ne puisse procéder à sa détermination a priori. En cas de contestation sur les conditions des funérailles, celle-ci doit être tranchée par le tribunal d'instance dans le ressort duquel s'est produit le décès, dont la compétence se fonde sur les articles 1061-1 du code de procédure civile et R. 221-7 et R. 221-47 du code de l'organisation judiciaire. Il appartient à cette juridiction, saisie par la partie la plus diligente, de statuer dans les vingt-quatre heures. La demande, qui peut être formée par assignation, peut l'être aussi par remise au greffe d'une simple requête et ne nécessite pas le concours d'un avocat. [↑](#footnote-ref-12)
13. Loi 15 nov 1887 **Article 4** : En cas de contestation sur les conditions des funérailles, il est statué, dans le jour, sur la citation de la partie la plus diligente, par le juge de paix du lieu du décès, sauf appel devant le président du tribunal civil de l'arrondissement qui devra statuer dans les vingt-quatre heures.

    La décision est notifiée au maire, qui est chargé d'en assurer l'exécution.

    Il n'est apporté par la présente loi aucune restriction aux attributions des maires en ce qui concerne les mesures à prendre dans l'intérêt de la salubrité publique. [↑](#footnote-ref-13)
14. |  |
    | --- |
    | Question 00641 adressée le 27/7/17 par le sénateur M. Daniel Laurent qui attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'article 25 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures visant à la création d'un fichier national des contrats d'obsèques. Il arrive parfois que les dispositions prises par les particuliers pour régler leurs obsèques ne soient pas connues de leurs proches. Ces derniers paient alors les obsèques car ils ignorent que le défunt avait souscrit un contrat obsèques. Ainsi, l'article L. 2223-34-2 du code général des collectivités territoriales issu de l'article 25 de la loi précitée précise qu'est créé un fichier national destiné à centraliser les contrats prévoyant des prestations d'obsèques à l'avance souscrits par les particuliers auprès des entreprises visées à l'article L. 310-1 du code des assurances et des mutuelles et unions mentionnées à l'article L. 111-1 du code de la mutualité, pour favoriser une meilleure information des proches du défunt. Or, il semble que le décret en Conseil d'État après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés visant à préciser les modalités d'application du présent article, ainsi que la durée de conservation des informations enregistrées ne soit toujours pas publié.En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui apporter des précisions en la matière.Réponse de M. le ministre de l'économie et des finances  publiée le : 27/12/2018, page 6752.L'association pour la gestion des informations sur le risque en assurance (AGIRA) a mis en place un dispositif de recherche des contrats obsèques afin que toute personne physique ou morale puisse demander à être informée si elle est bénéficiaire d'un contrat obsèques souscrit par une personne dont elle apporte la preuve du décès. La demande doit être envoyée par internet à l'aide du formulaire web disponible sur le site [www.agira.asso.fr](http://www.agira.asso.fr) ou par courrier simple à l'adresse suivante : AGIRA RECHERCHE DES CONTRATS OBSEQUES TSA 20179 75441 PARIS CEDEX 09. Dans le cas où il est avéré qu'un tel contrat a été souscrit, l'assureur concerné répond au bénéficiaire dans un délai de trois jours, à compter de la réception de la demande. |

    [↑](#footnote-ref-14)
15. **Code des collectivités territoriales L 2223-33-1 :** *Les formules de financement d'obsèques prévoient expressément l'affectation à la réalisation des obsèques du souscripteur ou de l'adhérent, à concurrence de leur coût, du capital versé au bénéficiaire* [↑](#footnote-ref-15)
16. **Arrêté du 7 mai 2015** : « la personne qui pourvoit aux obsèques du défunt peut régler les frais funéraires depuis le compte de ce dernier dans la limite de 5 000€. [↑](#footnote-ref-16)
17. **Code des collectivités territoriales : L 2223-27**: L*e service est gratuit pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes.*

    *Lorsque la mission de service public n'est pas assurée par la commune, celle-ci prend en charge les frais d'obsèques de ces personnes. Elle choisit l'organisme qui assurera ces obsèques.*

    *Le maire fait procéder à la crémation du corps lorsque le défunt en a exprimé la volonté.* [↑](#footnote-ref-17)
18. Question 02395 d’un sénateur. Réponse JO sénat 27 mars 2008. [↑](#footnote-ref-18)
19. Code civil article 806

    Le renonçant n'est pas tenu au paiement des dettes et charges de la succession. Toutefois, il est tenu à proportion de ses moyens au paiement des frais funéraires de l'ascendant ou du descendant à la succession duquel il renonce. [↑](#footnote-ref-19)
20. Réponse du Ministère de l'intérieur, et des collectivités territoriales

    publiée dans le JO Sénat du 17/12/2009 - page 2960 En application de l'article L. 2223-18-3 du code général des collectivités territoriales, issu de l'article 16 de la loi sur la législation funéraire du 19 décembre 2008, la dispersion de cendres en pleine nature doit être déclarée à la mairie du lieu de naissance du défunt par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles. Il est souhaitable que cette déclaration soit effectuée à la suite des opérations de dispersion, dans les quelques jours qui suivent. [↑](#footnote-ref-20)
21. **Code civil art 80**  En cas de décès dans les établissements de santé et dans les établissements sociaux et médico-sociaux qui accueillent des personnes âgées, les directeurs en donnent avis, par tous moyens, dans les vingt-quatre heures, à l'officier de l'état civil. Dans ces établissements, un **registre** est tenu sur lequel sont inscrits les déclarations et renseignements portés à la connaissance de l'officier de l'état civil.

    En cas de difficulté, l'officier de l'état civil doit se rendre dans les établissements pour s'assurer, sur place, du décès et en dresser l'acte, conformément à l'article 79,*( Cet acte est inscrit à sa date sur les registres de décès)* sur la base des déclarations et renseignements qui lui sont communiqués. [↑](#footnote-ref-21)
22. **Code Général des collectivités territoriales : Article R2213-7**

    *le transport sans mise en bière du corps d'une personne décédée vers son domicile, la résidence d'un membre de sa famille ou une chambre funéraire est autorisé, quel que soit le lieu de dépôt initial du corps, dans les conditions prévues par les articles R. 2213-8, R. 2213-9 et R. 2213-11 (dans les 48h, hors maladies contagieuses), par le maire du lieu de dépôt du corps.-1*

    *Les transports de corps avant mise en bière sont effectués au moyen de véhicules spécialement aménagés, exclusivement réservés aux transports mortuaires*. [↑](#footnote-ref-22)
23. Remettre à l’entreprise un des volets administratifs du certificat de décès Décret 2017-602 du 21 avril 2017 **CGCT : R 2213-1-2**  [↑](#footnote-ref-23)
24. Si l’état du corps ne permet pas un tel transport R 2213 CGCT, ou en présence de maladie contagieuse, la fermeture du cercueil est autorisée par le maire ou l’adjoint d’astreinte (R 2213-17 CGCT). [↑](#footnote-ref-24)
25. **CGCT : R 2213-1-2** Est destinataire d’un volet administratif du certificat de décès : Décret 2017-602 du 21 avril 2017 [↑](#footnote-ref-25)
26. **Décision 2016-120 du défenseur des droits** *Le Défenseur des droits recommande à la direction de l’EHPAD de renforcer l’information des familles s’agissant du transfert du corps à la demande de l’EHPAD, en présentant les différentes solutions envisageables ainsi que leurs conséquences financières. Une information individuelle est préconisée.*  [↑](#footnote-ref-26)
27. **Article L 2223-79 CGCT «** *Lorsque le transfert à une chambre funéraire du corps d'une personne décédée dans un établissement de santé public ou privé, qui n'entre pas dans la catégorie de ceux devant disposer obligatoirement d'une chambre mortuaire conformément à* [*l'article L. 2223-39*](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006390324&dateTexte=&categorieLien=cid)*, a été opéré à la demande du directeur de l'établissement, les frais résultant du transport à la chambre funéraire sont à la charge de l'établissement ainsi que les frais de séjour durant les trois premiers jours suivant l'admission.* » [↑](#footnote-ref-27)
28. Article R2213-2-2 CGCT. 2018 [↑](#footnote-ref-28)
29. Réponse du ministère de la santé question d’un sénateur JO Sénat 26 juin 2014 [↑](#footnote-ref-29)
30. Arrêté du 12 juillet 2017 portant interdiction de certaines opérations funéraires qui est entré en vigueur le 1er janvier 2018 [↑](#footnote-ref-30)
31. Toute cette page est non réglementaire au choix de l’établissement. [↑](#footnote-ref-31)
32. Décret n°97-1039 du 14 novembre 1997 relatif aux chambres mortuaires des établissements de santé [↑](#footnote-ref-32)
33. Source PFG [↑](#footnote-ref-33)
34. « Nous vous demandons le triple refuge ainsi que les cinq préceptes

    **on commence par rendre hommage au Bouddha :**Hommage à lui, le Parfait, le Bienheureux, l'Eveillé

    **puis on prend refuge dans les Trois Joyaux(Bouddha, Dharma et Sangha) :**  
    Je vais vers le Bouddha comme vers un refuge  
    Je vais vers le Dhamma comme vers un refuge  
    Je vais vers la Sangha comme vers un refuge

    La formule est répétée en tout trois fois [↑](#footnote-ref-34)
35. **CASF article L.314-10-1** « *Au décès du résident, dès lors que ses objets personnels ont été retirés des lieux qu'il occupait, seules les prestations d'hébergement délivrées antérieurement au décès mais non acquittées peuvent être facturées*. »

    Les sommes perçues d'avance correspondant à des prestations non délivrées en raison du décès sont restituées dans les trente jours suivant le décès.  
    Toute stipulation du contrat de séjour ou du document individuel de prise en charge contraire aux deux premiers alinéas est réputée non écrite. [↑](#footnote-ref-35)
36. **Code Civil article 784** :  *Les actes purement conservatoires ou de surveillance et les actes d'administration provisoire peuvent être accomplis sans emporter acceptation de la succession, si le successible n'y a pas pris le titre ou la qualité d'héritier.*

    *Sont réputés purement conservatoires :*

    *1° Le paiement des frais funéraires et de dernière maladie, des impôts dus par le défunt, des loyers et autres dettes successorales dont le règlement est urgent….*

    *3°*L'acte destiné à éviter l'aggravation du passif successoral. [↑](#footnote-ref-36)
37. **CASF art 314-14** constitue un manquement passible d’une amende administrative dont le montant ne peut excéder 3 000€ pour une personne physique et 15 000€ pour une personne morale le fait : 1/2/3/4/

    5° de ne pas restituer dans les 30 jours suivant le décès du résident, les sommes perçues d’avance correspondant à des prestations non délivrées, en méconnaissance du même article L314-10-1 [↑](#footnote-ref-37)
38. **CASF Article L314-10-2** Aucune somme ne peut être exigée pour la remise en état des lieux occupés dans le cas où un état des lieux contradictoire n'a pas été réalisé à l'entrée et à la sortie du résident. [↑](#footnote-ref-38)
39. **Code Civil art 909 :** Les membres des professions médicales et de la pharmacie, ainsi que les auxiliaires médicaux qui ont prodigué des soins à une personne pendant la maladie dont elle meurt ne peuvent profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de celle-ci.

    Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et les personnes morales au nom desquelles ils exercent leurs fonctions ne peuvent pareillement profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires que les personnes dont ils assurent la protection auraient faites en leur faveur quelle que soit la date de la libéralité.

    Sont exceptées :

    1° Les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus ;

    2° Les dispositions universelles, dans le cas de parenté jusqu'au quatrième degré inclusivement, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe ; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite ne soit lui-même du nombre de ces héritiers.

    Les mêmes règles seront observées à l'égard du ministre du culte. [↑](#footnote-ref-39)
40. **Code civil Article 911** Toute libéralité au profit d'une personne physique ou d'une personne morale, frappée d'une incapacité de recevoir à titre gratuit, est nulle, qu'elle soit déguisée sous la forme d'un contrat onéreux ou faite sous le nom de personnes interposées, physiques ou morales.

    Sont présumés personnes interposées, jusqu'à preuve contraire, les père et mère, les enfants et descendants, ainsi que l'époux de la personne incapable.

    Cet article 911 s’applique également à la personne avec laquelle il a conclu un PACS, à son concubin ainsi qu’aux salariés accomplissant des services à la personne [↑](#footnote-ref-40)
41. Conseil Constitutionnel : *Les mots «ou d’un service soumis à agrément ou à déclaration mentionné au 2° de l’article L. 7231-1 du code du travail» figurant au premier alinéa du paragraphe I de l’article L. 116-4 du code de l’action sociale et des familles ,dans sa rédaction résultant de l’ordonnance n°2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations et les mots «ainsi qu’aux salariés mentionnés à l’article L. 7221-1 du code du travail accomplissant des services à la personne définis au 2° de l’article L. 7231-1 du même code» figurant au second alinéa du même paragraphe sont contraires à la Constitution.*

    *Article 2.–La déclaration d’inconstitutionnalité de l’article 1er prend effet dans les conditions fixées au paragraphe 13 de cette décision.* [↑](#footnote-ref-41)
42. Art L 2223-34-2 du code des collectivités territoriales [↑](#footnote-ref-42)
43. Code Général des collectivités territoriales [↑](#footnote-ref-43)